

# Ségolène Royal

Présidentielle 2007

Jean-Marie FARDEAU  
Secrétaire Général  
Comité Catholique contre la Faim  
et pour le Développement

Paris, le 7 février 2007

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai lu avec une grande attention la lettre ouverte que vous m'avez adressée. J'en partage nombre de constats.

L'Afrique, dans l'extrême diversité des situations qui la caractérise, est en pleine mutation. Le parallèle avec la politique africaine de la France, figée dans une coupable immobilité, n'en est que plus cruel. Cela doit changer dès 2007. Depuis bientôt cinq ans, la droite française est en effet à l'origine de désordres sans précédent sur le continent africain. La conception de la Présidence de la République de Jacques Chirac y est pour beaucoup. En privilégiant systématiquement les amitiés personnelles au détriment de l'intérêt général, la pratique présidentielle a terni l'image de notre pays, qui se trouve associé dans l'esprit des Africaines et des Africains aux régimes les plus contestables du continent. La France doit à nouveau porter en Afrique un message de démocratie, de solidarité, de paix et de défense des droits de la personne humaine, sans qu'il soit possible d'opposer à cette ambition la réalité des interventions de notre pays. De ce point de vue, les récentes déclarations du candidat de l'UMP qui s'inscrit, sans retenue, dans les mêmes réseaux que le Président Jacques Chirac, ne sont pas de nature à rassurer nos concitoyens qui souhaitent que notre pays demeure fidèle à ses valeurs de solidarité internationale, de promotion de la démocratie et de consolidation de l'Etat de droit.

Les Africains sont malheureusement les premières victimes de cette politique de la « Françafrique ». La multiplication des interventions militaires improvisées au profit de régimes réputés amis, au Tchad ou en Centrafrique, nous détourne des objectifs de développement qui devraient être prioritaires. Faute d'avoir incité les régimes les plus fermés à s'engager dans la voie de la démocratisation et du respect des droits humains, nous nous trouvons réduits à intervenir militairement dans la précipitation pour éviter des prises de pouvoir par la force. Mais c'est en amont que nous aurions dû agir pour favoriser le dialogue politique et la participation de l'opposition et de la société civile africaine au jeu démocratique.

D'une part, les termes de nos accords de défense et de coopération militaire avec plusieurs pays africains devront être clarifiés et si besoin renégociés. Notre politique étrangère doit être conduite dans la transparence. Je propose donc que nos accords de coopération, et notamment nos accords de défense et de coopération militaire soient examinés par le Parlement. Il s'agit d'un engagement nouveau mais nécessaire. Les citoyens français ont le droit d'être informés des buts poursuivis par



nos programmes de coopération et des raisons de l'engagement de nos forces armées sur le continent Africain. Je propose qu'un débat à l'Assemblée nationale soit obligatoire en cas d'intervention armée dans un conflit sur le continent africain. Il faudra aller au-delà et je retiens votre proposition de mettre en place une délégation parlementaire aux négociations et à la coopération internationales. Cette délégation permettra non seulement de mettre en débat les grandes orientations de la politique de coopération, elle devra aussi contribuer à clarifier le rôle des différents acteurs engagés dans la coopération : services publics, collectivités locales, entreprises et ONG.

D'autre part notre coopération devra faire des efforts particuliers pour consolider la société civile africaine et renforcer les mécanismes contribuant à l'émergence de la démocratie. A l'évidence, les ONG françaises et européennes ont un rôle particulier à jouer dans ce domaine. Je souhaite que nous développions une ligne de programme spécifique, accessible aux ONGs françaises et à la société civile africaine, en valorisant les enseignements du programme Démocratie et Droits de l'Homme mis en œuvre par l'Union Européenne, programme avec lequel nous gagnerions à développer des synergies.

Cet aggiornamento politique me semble constituer la première étape de la rénovation de notre politique en direction de l'Afrique. Mais nous devons aussi innover pour accompagner le continent sur la voie d'un développement durable. La pauvreté reste endémique. L'espérance de vie régresse dans les pays frappés par le Sida et le paludisme. La croissance urbaine crée de graves déséquilibres. La condition des femmes est trop souvent bafouée. Je voudrais suggérer ici plusieurs pistes d'action.

Nous devons veiller à préserver les capacités des pays Africains à vivre de l'exploitation durable des ressources dont ils bénéficient sur leur territoire. Il n'est pas acceptable que certaines entreprises, dont certaines ont leur siège en France, procèdent à un véritable pillage de ces ressources en privant les Africains des plus values qui permettraient le décollage économique. Il est encore plus préoccupant de constater que le pillage de ces ressources, en appauvrissant les populations, force certains à l'émigration vers l'Europe. Il serait plus intéressant d'éviter ces pillages et d'encourager l'économie locale au bénéfice de populations qui, dès lors, préféreraient vivre et prospérer dans leur propre pays.

Nous devons plus généralement encourager, voire contraindre, les entreprises à s'engager sur une éthique de responsabilité sociale et environnementale, en veillant, a minima, qu'elles respectent les codes de conduites édictés par exemple par l'OCDE. A ce titre je soutiens l'initiative « Publiez ce que vous payez », qui propose d'imposer aux industries extractives de rendre publiques les sommes versées aux Etats pour l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les citoyens africains ont le droit de savoir ce que leurs gouvernements perçoivent des compagnies étrangères, et les consommateurs français doivent pouvoir s'assurer que l'essence qu'ils achètent n'entretient pas un régime despotique. Nos pratiques doivent évoluer : la transparence c'est la modernité, l'opacité actuelle l'archaïsme.

La première condition du développement est de ne pas gâcher les atouts humains dont un pays dispose. Je constate que les pays qui investissent le plus dans l'éducation, en particulier celle des jeunes filles et qui respectent le plus les droits des femmes, sont aussi ceux qui réussissent le mieux.

Pensons au rôle qu'ont pu jouer les femmes dans l'émergence de pays tels que le Cap Vert, la Tunisie ou l'Afrique du Sud... L'éducation joue aussi un rôle clé pour la prévention de la diffusion des pandémies. Enfin, l'amélioration de la condition des femmes africaines passe par le soutien aux mouvements qui luttent contre l'excision, pour le droit des femmes à maîtriser leur corps et



leur fécondité, ainsi que par le renforcement de la participation des femmes à la représentation politique.

Pour valoriser les atouts humains de l'Afrique, il convient aussi de préserver la santé des populations africaines. Le sida entraîne de terribles régressions. Les exemples sont nombreux en Afrique australe : en Zambie l'espérance de vie a ainsi régressé de dix ans dans les dix dernières années.

Les pays en développement ont obtenu à Doha le droit de copier ou d'importer des médicaments génériques pour leur politique de santé publique, mais, *de facto*, ils ne peuvent utiliser ce droit, en raison des mécanismes juridiques très contraignants qui ont été fixés sous la pression des laboratoires pharmaceutiques. Ces obstacles doivent être levés et la France doit s'engager à soutenir effectivement l'accès aux médicaments des pays pauvres. Mais les médicaments seuls ne peuvent suffire. Sans médecins pour les dispenser, sans réseaux de santé, ils n'atteindront pas les malades et l'on ne pourra endiguer l'épidémie de Sida. De ce point de vue, comment ne pas être alarmé par l'extraordinaire proportion de médecins formés en Afrique qui exercent en Europe. Cette proportion atteint 30% dans certains pays. Le projet d'immigration choisie défendu par le candidat de l'UMP va aggraver cette tendance et, je le dis avec gravité, contribuer à affaiblir des systèmes de santé déjà fragiles.

Je propose pour ma part d'agir en responsabilité, en ne pillant pas les ressources humaines qui sont vitales pour ces pays. Je propose, à l'inverse, de faciliter les allers et retours des médecins d'origine africaine, afin qu'ils puissent exercer dans leur pays d'origine et participer à la formation de jeunes médecins, tout en conservant des connections en France leur permettant de poursuivre l'approfondissement de leurs compétences. Plus largement, je proposerai de renforcer les moyens affectés à la santé, en encourageant la constitution d'un fonds public mondial pour la santé de base.

Une deuxième condition au développement, c'est de pouvoir valoriser ses atouts économiques. Cela suppose des moyens importants. Les budgets des Etats restent lourdement affectés par le remboursement de la dette accumulée dans les années 1980, malgré les premières vagues d'annulations. Il conviendra d'achever ce processus de désendettement.

S'il faut aider les Etats, il faut aussi soutenir les familles. Le microcrédit est une voie pour permettre aux Africains de financer leurs projets de développement : l'extension des réseaux de microcrédit dans les campagnes, où ils sont encore peu présents doit permettre à de nombreuses familles de sortir de la pauvreté. L'Afrique possède de nombreuses richesses, mais celles-ci sont le plus souvent surexploitées par des groupes étrangers. Il s'agit donc de promouvoir en Afrique des filières d'excellence durable, reposant davantage sur les populations. Je pense au coton, dont l'Afrique est un producteur de qualité, mais qui est déprécié sur les marchés internationaux en raison, notamment, des subventions américaines : il faudra porter cette question avec plus de force dans le cycle de négociations de l'OMC. Je pense aussi aux énergies renouvelables – et à l'énergie solaire en particulier – qui permettent, notamment dans les zones rurales, d'apporter de l'énergie à des coûts raisonnables pour la fourniture de services essentiels. Je pense enfin à la promotion du commerce équitable dont nous devons valoriser les débouchés sur le marché français.

Pour financer ces nouvelles opérations de développement durable, il est avant toute chose nécessaire d'optimiser l'utilisation des moyens actuels disponibles, pour éviter les gaspillages et nous assurer que les ressources seront mises effectivement à disposition de ceux qui en ont le plus besoin. Comme je l'ai mentionné plus haut, cette optimisation de l'utilisation de l'aide publique passe par la clarification du rôle des différents acteurs et par la recherche de synergies avec les instruments européens. Je souhaite que notre nouvelle politique de co-développement s'appuie plus directement sur les acteurs de terrains.

Dans ce cadre, je propose de rénover nos méthodes de coopération, notamment en valorisant davantage le travail des ONG, en portant à 5%, comme c'est le cas ailleurs en Europe, le pourcentage de l'aide française qui sera mise en œuvre par leur canal. Ne privatisons pas l'aide

publique au développement. Rationalisons le dispositif français de coopération, encore trop éclaté ! Mobilisons davantage la coopération décentralisée, qui permet à des collectivités françaises de collaborer directement avec des collectivités africaines, car, au-delà des transferts d'argent, c'est aussi de capacités d'action autonomes dont les pays africains ont besoin. Mobilisons davantage les migrants et leurs compétences ! Mobilisons les jeunes qui souhaiteront effectuer un service civil à l'étranger !

Dans ce domaine de la coopération, comme dans bien d'autres secteurs, la France devra aussi contribuer à renforcer les politiques européennes pour une solidarité plus efficace et une contribution plus significative au développement durable du continent africain.

Enfin, au delà de cette optimisation des moyens et des politiques, je veux aussi que nous réfléchissions à une taxation des transactions financières pour accroître le financement du développement. Enfin, conformément au projet du Parti Socialiste, nous porterons progressivement le montant de l'aide publique à 0,7% du PIB, pour remplir les engagements internationaux qui ont été trop longtemps bafoués.

Je crois possible de mettre fin au désordre créé par des décennies de politique clientélistes en Afrique, des politiques bien peu responsables au regard des besoins des sociétés africaines et des volontés de solidarité des citoyennes et citoyens français. Pour cela, nous devons être fermes sur la défense des droits de la personne humaine, innovants en matière de développement. Nos objectifs doivent être explicites et nos méthodes transparentes. Ce sont les positions que je défendrai au cours de cette campagne pour rénover la politique de la France aux côtés de l'Afrique.

Ce sont les orientations que je mettrai en œuvre si je suis élue.

Soyez assuré, Monsieur le Secrétaire Général, de mes meilleurs sentiments

  
Ségolène Royal